

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/N/1/MAR/2
13 novembre 2002

(02-6262)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: français

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 63.2 DE L'ACCORD

MAROC

Par des communications de sa Mission permanente datées du 10 octobre 2000, et du 14 et du 15 juin 2001, le Maroc a présenté la notification de ses lois et réglementations sur la propriété intellectuelle, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 63 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et à la procédure établie par le Conseil des ADPIC, comme suit:

- L'annexe I énumère les "principales lois et réglementations consacrées à la propriété intellectuelle".
- L'annexe II énumère les "autres lois et réglementations".
- Les réponses du Maroc à la liste des questions concernant les moyens de faire respecter les droits.¹

¹ Voir le document IP/N/6/MAR/1.

ANNEXE I

PRINCIPALES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS CONSACRÉES
À LA LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<u>Dahir N° 1-96-255 portant promulgation de la Loi N° 9-94 sur la protection des obtentions végétales,</u> ² du 21 janvier 1997 (12 ramadan).	Cette loi protège les obtentions de nouvelles variétés végétales et définit l'étendue de cette protection et les droits qui en découlent et prévoit des sanctions civiles et pénales contre toute atteinte portée aux droits protégés.
<u>Dahir N° 1-00-91 portant promulgation de la Loi N° 17-97 relative à la protection de la propriété industrielle,</u> ³ du 15 février 2000 (9 kaada 1420).	Cette loi a pour objet la protection des brevets d'invention, des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, des dessins et modèles industriels, des marques de fabrique, de commerce ou de service, du nom commercial, des indications de provenance et des appellations d'origine ainsi que la répression de la concurrence déloyale, se rapportant aux éléments précités.
<u>Dahir N° 1-00-20 portant promulgation de la Loi N° 2-00 relative aux droits d'auteurs et droits voisins,</u> ⁴ du 15 février 2000 (9 kaada 1420).	Cette loi prévoit la protection des créateurs d'oeuvres littéraires et artistiques et définit l'objet de cette protection, des droits qui en découlent et leurs limitations ainsi que des mesures, des recours et des sanctions applicables à l'encontre des actes de piraterie et d'autres infractions prévues par ladite loi.
<u>Dahir N° 1-97-65 portant promulgation de la Loi N° 53-95 instituant des juridictions de commerce,</u> ⁵ du 12 février 1997.	

² Voir le document IP/N/1/MAR/P/1.

³ Voir le document IP/N/1/MAR/I/1.

⁴ Voir le document IP/N/1/MAR/C/1.

⁵ Voir le document IP/N/1/MAR/E/1.

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p><u>Dahir N° 1-00-71 portant promulgation de la Loi N° 13-99 portant création de l'Office marocain de la propriété industrielle et commerciale,</u>⁶</p> <p>du 15 février 2000 (9 kaada 1420).</p>	<p>Cette loi complète la Loi N° 17-97 susmentionnée, dont les dispositions font référence à l'organisme chargé de la propriété industrielle, et détermine les tâches confiées à l'Office marocain de la propriété industrielle et commerciale notamment en matière de propriété industrielle et commerciale.</p>
<p><u>Décret N° 2.64.406 portant création du Bureau marocain du droit d'auteur,</u>⁷</p> <p>du 8 mars 1965 (5 kaada 1384).</p>	<p>Ce décret porte sur la création du Bureau marocain du droit d'auteur auquel l'article 60 de la Loi N° 02-00 susmentionnée fait référence.</p>
<p><u>Décret N° 2-75-321 portant réglementation de la vinification, de la détention, de la circulation et du commerce des vins,</u>⁸</p> <p>du 12 août 1977 (25 chaabane 1397).</p>	<p>Ce décret définit les différentes appellations de vins, dont les vins à appellation d'origine, pouvant être produits et commercialisés au Maroc. À noter que la Commission nationale vini-viticole, qui a pour objet d'instruire les demandes d'attribution de labels d'appellation d'origine et de proposer l'octroi des dits labels, a été instituée par les dispositions de l'article 12 de ce décret.</p>
<p><u>Arrêté du Ministre de l'agriculture et de la réforme agraire N° 869-75 portant réglementation du régime des appellations d'origine des vins,</u>⁹</p> <p>du 15 août 1977 (28 chaabane 1397).</p> <p>(B.O. N° 3388 du 5 octobre 1977, p. 1091)</p>	<p>Cet arrêté porte sur les conditions que doivent satisfaire les vins pour acquérir une appellation d'origine. Il traite également des procédures d'attribution des appellations d'origine aux vins, et des attributions de la Commission nationale vini-viticole instituée par le Décret N° 2-75-321, mentionné ci-dessus.</p>

⁶ Voir le document IP/N/1/MAR/I/2.

⁷ Voir le document IP/N/1/MAR/C/2.

⁸ Voir le document IP/N/1/MAR/G/1.

⁹ Voir le document IP/N/1/MAR/G/2.

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p><u>Arrêté du Ministre de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes N° 1955-98 relatif aux conditions générales de production des vins à appellation d'origine contrôlée,</u>¹⁰</p> <p>du 8 octobre 1998 (16 jourmada II 1419).</p> <p>(B.O. N° 4662 du 4 février 1999, p. 102)</p>	<p>Cet arrêté porte sur les conditions générales de production des vins à appellation d'origine contrôlée.</p>
<p><u>Arrêté du Ministre de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes N° 1956-98 du 8 octobre 1998 (16 jourmada II 1419) complétant l'Arrêté du Ministre de l'agriculture et de la réforme agraire N° 869-75 du 15 août 1977 (28 chaabane 1397) portant réglementation du régime des appellations d'origine des vins.</u>¹¹</p> <p>(B.O. N° 4662 du 4 février 1999, p. 103)</p>	<p>Ce texte complète l'Arrêté N° 1955-98 mentionné ci-dessus portant sur les conditions générales de production des vins à appellation d'origine contrôlée.</p>
<p><u>Arrêté du Ministre de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes N° 1957-98 relatif à l'appellation d'origine contrôlée "Les coteaux de l'Atlas",</u>¹²</p> <p>du 8 octobre 1998 (16 jourmada II 1419).</p> <p>(B.O: N° 4662 du 4 février 1999, p. 102)</p>	<p>Ce texte complète également l'Arrêté N° 1955-98 mentionné ci-dessus portant sur les conditions générales de production des vins à appellation d'origine contrôlée. Il introduit l'appellation d'origine contrôlée "Les coteaux de l'Atlas".</p>
<p><u>Projet¹³ de décret d'application de la Loi N° 17/97 relative a la protection de la propriété industrielle.</u>¹⁴</p>	

¹⁰ Voir le document IP/N/1/MAR/G/3.

¹¹ Voir le document IP/N/1/MAR/G/4.

¹² Voir le document IP/N/1/MAR/G/5.

¹³ Projet faisant l'objet d'une procédure d'adoption au niveau gouvernemental et que le Maroc se réserve le droit de leur apporter toutes les modifications nécessaires.

¹⁴ Voir le document IP/N/1/MAR/I/3.

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p><u>Projet¹³ de décret d'application de la Loi N° 9/94 relative à la protection des obtentions végétales, fixant les conditions, les modalités d'examen des demandes et l'octroi des certificats d'obtention végétale.</u>¹⁵</p>	
<p><u>Projet¹³ de décret d'application de la Loi N° 9/94 relative à la protection des obtentions végétales, fixant les rémunérations des services rendus au titre de la protection des obtentions végétales.</u>¹⁶</p>	
<p><u>Projet¹³ d'arrêté d'application de la Loi N° 9/94 relative à la protection des obtentions végétales, fixant la composition, les attributions et le fonctionnement du Comité consultatif de la protection des obtentions végétales.</u>¹⁷</p>	
<p><u>Projet¹³ d'arrêté d'application de la Loi N° 9/94 relative à la protection des obtentions végétales, fixant la liste des espèces protégeables, leur durée de protection et les éléments sur lesquels porte la protection.</u>¹⁸</p>	
<p><u>Projet¹³ d'arrêté d'application de la Loi N° 9/94 relative à la protection des obtentions végétales, fixant la date de dépôt de la demande ainsi que les quantités de matériel de reproduction ou de multiplication nécessaires pour l'examen de la variété.</u>¹⁹</p>	
<p><u>Projet¹³ d'arrêté d'application de la Loi N° 9/94 relative à la protection des obtentions végétales, fixant les indications contenues dans le registre national des demandes de certificats d'obtention végétale.</u>²⁰</p>	

¹⁵ Voir le document IP/N/1/MAR/P/2.

¹⁶ Voir le document IP/N/1/MAR/P/3.

¹⁷ Voir le document IP/N/1/MAR/P/4.

¹⁸ Voir le document IP/N/1/MAR/P/5.

¹⁹ Voir le document IP/N/1/MAR/P/6.

²⁰ Voir le document IP/N/1/MAR/P/7.

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p><u>Projet¹³ d'arrêté d'application de la Loi N° 9/94 relative à la protection des obtentions végétales, fixant les indications contenues dans le registre national des certificats d'obtention végétale.</u>²¹</p> <p><u>Projet¹³ de décret d'application de la Loi N° 9/94 relative à la protection des obtentions végétales, fixant les rémunérations des services rendus au titre de la protection des obtentions végétales.</u>²²</p>	

²¹ Voir le document IP/N/1/MAR/P/8.

²² Voir le document IP/N/1/MAR/P/9.

ANNEXE II

AUTRES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p><u>Dahir formant le Code des obligations et des contrats, notamment les articles 77, 79, 80, 81, 84, 264 et 435,</u></p> <p>du 12 août 1913 (9 ramadan 1331).</p>	<p>Ce code traite des principes de droits afférents aux obligations qui dérivent des conventions et autres déclarations de volontés, des quasi-contrats, des délits et des quasi-délits.</p> <p>Ce code considère comme concurrence déloyale le fait d'user d'un nom ou d'une marque, d'une enseigne ou emblème d'un autre commerçant.</p>
<p><u>Dahir N° 1-58-008 portant le Statut général de la fonction publique, notamment l'article 18,</u></p> <p>du 24 février 1958 (4 chaabane 1377).</p>	<p>Ce statut porte sur l'organisation de la fonction publique. Il définit les principes et conditions juridiques des fonctionnaires ainsi que leurs droits et devoirs dans l'exercice de leur fonction.</p> <p>Il porte notamment sur l'obligation du fonctionnaire de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les faits et informations dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.</p>
<p><u>Dahir N° 1-58-261 formant le Code de procédure pénale, notamment les articles 2, 15 et 153,</u></p> <p>du 10 février 1959 (1er chaabane 1378).</p>	<p>Ce code régit la procédure applicable en cas d'action en pénal engagée devant les juridictions nationales compétentes ainsi que les peines encourues par les auteurs d'infractions réprimées par la Loi.</p> <p>Ce code stipule que toute personne qui concourt à cette procédure est tenue au secret professionnel dans les conditions et sous les peines prévues au Code pénal.</p>
<p><u>Dahir N° 1-59-413 portant approbation du texte du Code pénal, notamment les articles 575 à 579,</u></p> <p>du 26 novembre 1962 (28 joumada II 1382).</p>	<p>Ce code traite de sanctions pénales applicables à toute infraction aux lois et réglementations en vigueur et dispose que les peines édictées par la Loi peuvent atteindre l'individu dans sa liberté, sa fortune et sa capacité à exercer certains droits ou certaines activités. La Loi N° 02-00, mentionnée dans l'Annexe I du présent document, renvoie aux dispositions prévues dans le Code pénal (articles 575 à 579) pour toute violation d'un droit protégé en vertu de cette loi si elle est commise intentionnellement ou par négligence et dans un but lucratif.</p>

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p><u>Dahir portant la Loi N° 1-47-447 approuvant le texte du Code de procédure civile, notamment les articles 17, 33, 55, 59, 124, 125, 127, 147, 148, 149, 152, 153 et 155,</u></p> <p>du 28 septembre 1974 (11 ramadan 1394).</p>	<p>Ce code définit les procédures applicables à toute action civile intentée devant les juridictions de première instance, administratives et commerciales.</p>
<p><u>Dahir N° 1-91-225 portant promulgation de la Loi N° 41-90 instituant les tribunaux administratifs,</u></p> <p>du 10 septembre 1993 (22 rebia I 1414).</p>	<p>Cette loi qui institue les tribunaux administratifs habilite ces juridictions à juger tout litige concernant les recours en annulation pour excès de pouvoir formé contre les décisions des administrations et les actions en réparation des dommages causés par les actes et activités des personnes de droit public.</p>
<p><u>Dahir N° 1-80-440 portant promulgation de la Loi N° 41-80 portant création et organisation d'un corps d'huissiers de justice, notamment les articles 2, 19, 20 et 21,</u></p> <p>du (17 safar 1401).</p> <p>(B.O. du 18 février 1981, p. 77)</p>	<p>Cette loi porte sur la création et l'organisation du Corps d'huissiers de justice, de ses attributions ainsi que des mesures disciplinaires qui peuvent être entreprises à l'encontre de ces huissiers de justice en cas de leur manquement à leurs obligations professionnelles.</p>
<p><u>Dahir N° 1-97-65 portant promulgation de la Loi N° 53-95 instituant les juridictions de commerce, notamment les articles 6, 14, 18 et 23,</u></p> <p>du 12 février 1997 (4 chaoual 1417).</p>	<p>Cette loi donne compétence exclusive à ces juridictions pour traiter les litiges opposant des commerçants. Ces juridictions sont également seules compétentes pour connaître des litiges relatifs à la propriété industrielle, tel que le prévoit la Loi N° 17-97 mentionnée dans l'Annexe I du présent document, et ce, quelque soit la nature des parties.</p>
<p><u>Dahir portant la Loi N° 1-93-162 organisant l'exercice de la profession d'avocat, notamment les articles 31 et 36,</u></p> <p>du 10 septembre 1993 (22 rebia I 1414).</p> <p>(B.O. N° 4264 du 20 juillet 1994)</p>	<p>Cette loi traite de l'organisation de la profession d'avocat. Le chapitre IV de cette loi énonce les obligations de l'avocat, notamment en ce qui concerne le respect du secret de l'instruction et de tout renseignement pris des dossiers.</p>

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p><u>Dahir portant la Loi N° 15-95 formant le Code de commerce, notamment les article 22, 23 et 545.</u></p>	<p>Ce code reconnaît la qualité de commerçant à toute personne qui exerce d'une manière habituelle et professionnelle l'activité de i) l'imprimerie et l'édition ; ii) l'organisation des spectacles publics. Il aborde l'organisation du registre du commerce dont les inscriptions concernent, entre autres, les brevets d'invention exploités et les marques de fabrique ou de commerce ou de service déposé par le commerçant. Le Code de commerce considère les brevets d'invention, les licences, les marques de fabrique, de commerce ou de service parmi les éléments qui forment le fonds de commerce.</p>
<p><u>Loi N° 06-99 sur la liberté des prix et de la concurrence.</u></p>	<p>Le but de cette loi est de définir un cadre légal concernant la liberté des prix et la libre concurrence. Cette loi garantit la transparence et la loyauté dans les relations commerciales.</p>
<p><u>Dahir portant la Loi N° 1-77-339 du 9 octobre 1977 approuvant le Code des douanes ainsi que des impôts indirects relevant de l'Administration des douanes et impôts indirects, tel que modifié et complété notamment par la Loi N° 02-99 promulguée par le dahir N° 1.00.222 du 5 juin 2000.</u> Textes d'application du Code des douanes ainsi que des impôts indirects.</p>	<p>Le Code des douanes et les textes pris pour son application régissent les compétences de l'Administration des douanes et impôts indirects au niveau des frontières en matière d'importation et d'exportation. De même, en application des dispositions du droit commun, cette administration peut être impliquée sur ordonnance des instances judiciaires compétentes, délivrée sur requête, dans toute mesure visant à préserver des droits protégés, notamment les mesures conservatoires.</p>
<p><u>Loi N° 20-99 relative à l'organisation de l'industrie cinématographique.</u> (B.O. N° 1882 du 15 mars 2001)</p>	<p>Cette loi a pour objet la réglementation de la production, la distribution et le tournage de films ainsi que l'exploitation des salles et stipule que toute exploitation commerciale d'un film sur le territoire national est subordonnée à l'obtention d'un visa délivré par l'administration compétente (le Centre cinématographique marocain). Cette loi vient renforcer la législation nationale sur la propriété intellectuelle.</p>

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<u>Loi N° 13-83 relative à la répression des fraudes sur les marchandises, notamment les articles 1 à 4.</u>	Cette loi énonce notamment les mesures répressives pouvant être appliquées à l'encontre des fraudes sur les marchandises commercialisées.
